



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Ce n'est pas à l'Élysée, ni à Matignon C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GRÈVE QU'ON PEUT GAGNER CONTRE MACRON ET SA POLITIQUE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 19 OCTOBRE 2017

Plus de quatre mois après les premières rencontres sur les ordonnances qui font exploser le Code du travail, le ballet des « discussions » a repris à l'Élysée, à la fin de la semaine dernière, avant de se poursuivre cette semaine à Matignon.

Cette fois, il s'agit d'aborder les "réformes" de la formation professionnelle, de l'apprentissage et la refonte de l'assurance chômage.

L'objectif de Macron est clair. Comme pour les ordonnances, il veut faire croire à une "concertation" avant de mettre en musique sa politique, comme il l'entend, une fois de plus au service exclusif des patrons et des plus riches.

Malgré cela, alors que tout le monde sait qu'il n'y a strictement rien à gagner à cette comédie du "dialogue social", tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation. Comme s'il était possible de « discuter » avec Macron, voire d'« arracher quelques avancées » dans les salons de l'Élysée !

Mais en prétendant discuter avec les syndicats d'autres sujets que les ordonnances, ce président et ce gouvernement des riches comptent imposer l'idée que c'est plié sur les ordonnances et qu'il faut passer à autre chose.

## GOVERNEMENT ET PATRONAT PEUVENT REULER

Droit dans leurs bottes, Macron et Philippe affirment qu'ils iront jusqu'au bout de leur entreprise de démolition des acquis sociaux, pour relancer la machine à profits sur le dos des salariés et des classes populaires. Pourtant, le gouvernement a déjà dû reculer à deux reprises.

Il l'a fait le 4 octobre, face à la menace des routiers de bloquer le pays. Pour éviter cette épreuve de force, le gouvernement a dû signer un accord garantissant leurs primes au niveau de la branche transports, et non de l'entreprise comme prévu par la réforme du Code du travail.

Puis après les routiers, le 13 octobre, ce sont les dockers qui ont obtenu que leur Convention collective déroge aux ordonnances en garantissant qu'elle ne puisse pas être remise en cause par des accords d'entreprise.

Si le gouvernement reste bien silencieux sur ces reculades, comme pour éviter la contagion, c'est la preuve que « oui », il est possible d'imposer l'abrogation de ces ordonnances, malgré leur signature par Macron et leur publication au Journal Officiel.

Et la preuve aussi que ce gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation massive et déterminée des travailleurs.

## EN FINIR AVEC LA DISPERSION, POUR SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les ordonnances, celle des retraités le 28 septembre, celle de la fonction publique le 10 octobre, celle des métallos le 13 octobre, la CGT appelle – seule – à une nouvelle journée de mobilisation ce jeudi 19 octobre.

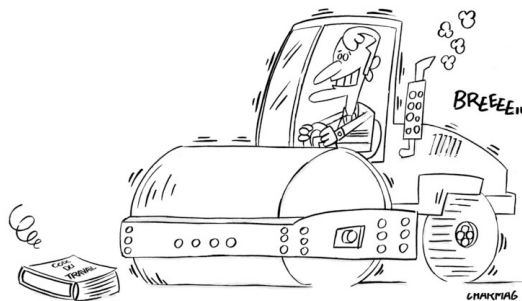
Et le 24 octobre, une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats pourrait aboutir à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision à ce jour sur ses formes et ses objectifs.

Pourtant, il est évident que nous ne pourrions pas gagner avec des appels dispersés, secteur par secteur, syndicat par syndicat, journée d'action après journée d'action.

Que nous soyons salariés du "public", du "privé" ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes tous et toutes concernés par les attaques tout azimut de ce gouvernement.

**Avant la ratification des ordonnances par le Parlement, la semaine du 20 novembre, il faut une vraie journée de grève interprofessionnelle et une manifestation nationale pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui passe inévitablement par une grève reconductible.**

**Parce que pour gagner, nous avons besoin d'une grève prolongée, qui bloque l'activité du pays en occupant les lieux de travail, les entreprises et les services.**



## **RENAULT :**

### **BON PLAN POUR LES ACTIONNAIRES**

« Drive the future », c'est le nouveau plan quinquennal Renault. Principal objectif : la marge opérationnelle - c'est-à-dire les ressources gagnées sur l'exploitation de notre travail - devrait passer de 6 à 7 % du chiffre d'affaires. Renault-Dacia-Autovaz veut passer de 3,5 à 5 millions de voitures produites et vendues dans le monde grâce aux seuls résultats en Chine, en Inde, en Russie, en Iran et au Brésil. Et l'Alliance avec Nissan, élargie à Mitsubishi, doit aussi dégager de nouvelles économies. D'ici à 2020, 70% des véhicules seraient construits sur les plates-formes Renault-Nissan. Economies prévues : 30% sur les achats, 40% sur les coûts d'ingénierie. Autant d'inquiétudes pour l'emploi à venir.

Augmenter la production et les ventes tout en diminuant les effectifs, c'est l'horizon de tous les constructeurs automobiles. Avec la réduction permanente du coût du travail imposée aux salariés chez tous les constructeurs, sous prétexte de concurrence. Partout dans le monde reste à construire une internationale des salariés qui refusent d'être montés les uns contre les autres pour le seul profit des actionnaires.

### **OPEL : DES MILLIERS D'EMPLOIS MENACÉS**

Assis sur 2 milliards de bénéfices en 2016, Peugeot a mis la main sur Opel, cet été, pour 1,7 milliard. Une bouchée de pain et une bonne affaire en vue : les synergies attendues de ce rachat devraient permettre plus d'un milliard d'économies annuelles ; l'intégration des pertes d'Opel dans ses comptes diminuerait d'autant les bénéfices de Peugeot et donc les impôts qui en découlent.

Aujourd'hui, Peugeot fait valoir que chacun de ses salariés produirait en moyenne en moyenne 35 véhicules, contre 30 pour un employé d'Opel Aix-la-Chapelle. Quand on connaît la réduction massive des effectifs – de 123 000 en 2011 à 90 000 aujourd'hui – qui a permis le redressement des comptes de Peugeot, rien à attendre de bon du plan de restructuration annoncé pour l'automne chez Opel.

L'application des méthodes Peugeot pourrait menacer 6 000 emplois chez Opel. Dans l'usine d'Ellesmere de Vauxhall (le nom d'Opel en Grande Bretagne), 400 emplois sont d'ores et déjà supprimés. Opel, Peugeot, même patron, mêmes méthodes. Par delà les frontières, reste à construire le front commun des salariés du groupe.

### **SNCF : 52 569 € PAR MOIS**

#### **UN SALAIRE QUI FAIT GRINCER DES DENTS**

C'est ce que gagnait Florence Parly comme cadre à la SNCF, avant de devenir ministre des armées. Un salaire ridicule face au pactole de Carlos Ghosn. Et bien moins élevé que les 200.000 € mensuels de sa collègue Muriel Pénicaud, quand elle était DRH chez Danone.

Il n'empêche : tous ces gens, qui se gavent sur notre dos, nous expliquent que notre travail à nous,

salariés de base, coûte trop cher et met en péril la compétitivité des entreprises.

A la SNCF, c'est bien toute la caste dirigeante - dont faisait partie Florence Parly - qui ne cesse de culpabiliser les cheminots à propos de leur statut soit disant " privilégié ". A lui seul, il mettrait la SNCF en péril à l'heure de l'ouverture totale à la concurrence du trafic de voyageurs en 2019. D'où l'idée ahurissante de Macron de proposer un troc aux cheminots : « *Renoncez à votre statut, et l'Etat reprend à sa charge la dette de la SNCF* » Entendez « *Sinon, vous serez responsables de la déroute de la SNCF !* » Ignoble chantage.

### **VENT DE COLÈRE CHEZ LES RETRAITÉS**

Le 28 septembre, les retraités sont descendus dans la rue, en plus grand nombre que d'habitude. Avec raison.

A ceux qui les traitent de privilégiés, il faut rappeler que pour 6 millions d'entre eux, la retraite, c'est moins de 1.200 €. La porter à 1.400 € coûterait seulement 1,2 milliard. Mais pour Macron, supprimer l'ISF pour une minorité de riches (coût 3 milliards) est plus urgent qu'améliorer l'ordinaire de 6 millions de retraités. Quant aux retraites dépassant 1.200 €, elles vont être ponctionnées par la hausse de 1,7 point de la CSG. Une baisse des retraites qui ne dit pas son nom. Sur une retraite de 1.500 €, ce sera 306 € de moins à l'année.

Pas grave, nous a dit Macron à la télévision dimanche : « *Pour la majorité des retraités* », a-t-il prétendu, « *la hausse de la CSG sera dès 2018 compensée par la baisse de la TVA* ». Gros mensonge. Comme s'il n'avait pas connaissance du rapport du député « En Marche » Noël Giraud qui évalue à 600.000 seulement sur 4.500.000 le nombre de retraités qui bénéficieront de la compensation en question en 2018. Le Président des riches ne sait peut-être pas lire !

### **MACRON, PDG DE LA REPUBLIQUE, SUR TF1**

Dimanche soir, Macron voulait convaincre qu'il n'est pas le « président des riches ». Mais pour lui, les 277 salariés de GM&S qui se battent pour leur emploi « *foutent le bordel* » et les 157 licenciés sont des « *activistes violents qui bloquent tout pour avoir des indemnités supra légales* ». Les ouvrières de la société GAD étaient « *illettrées* » et toutes celles et ceux qui se battent contre la loi travail sont des « *fainéants* », des « *cyniques* » ou des « *extrêmes* ». Nous sommes tous – peut-être – « *des gens qui ne sont rien* »... mais nous sommes des millions !

#### **MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

#### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique